

OBSERVATIONS ET PERSPECTIVES

Le 6 juin 2025

Contributeurs

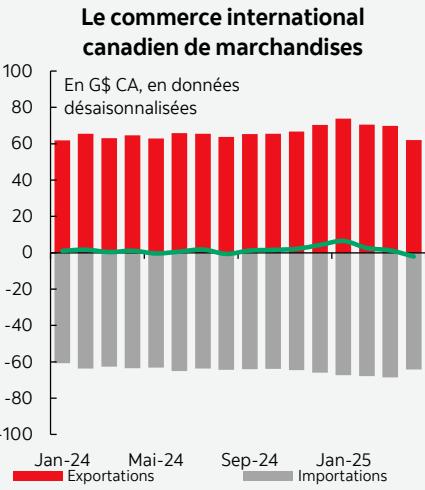
John McNally

Conseiller principal en politiques
Études économiques de la Banque Scotia
416.869.2801
john.mcnally@scotiabank.com

Avec la collaboration à la recherche de : Neha Sarraf

Analyste économique
Études économiques de la Banque Scotia
416.869.2695
neha.sarraf@scotiabank.com

Graphique 1

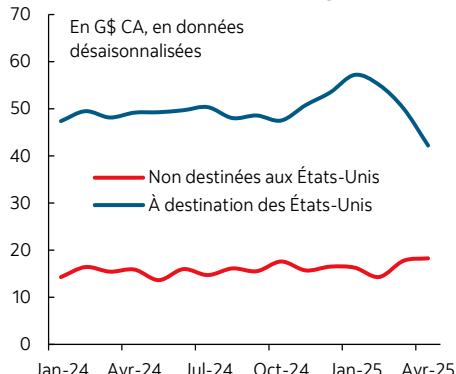
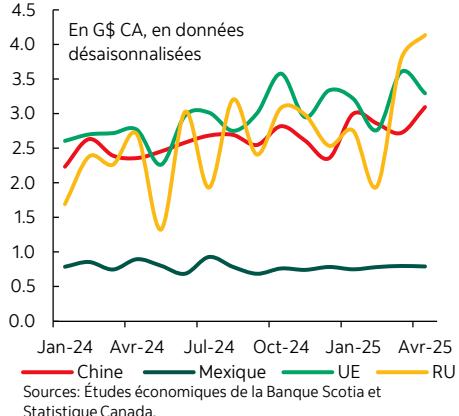
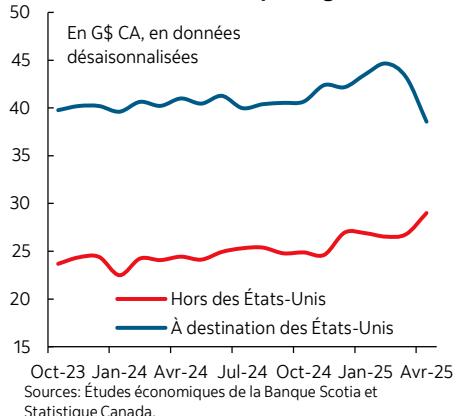
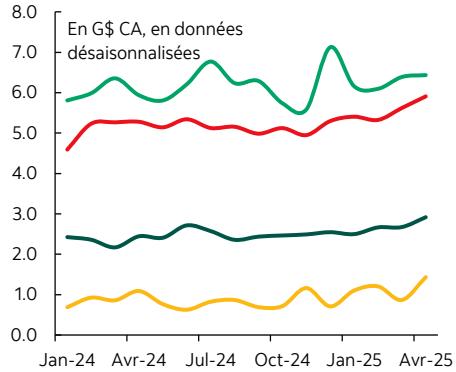
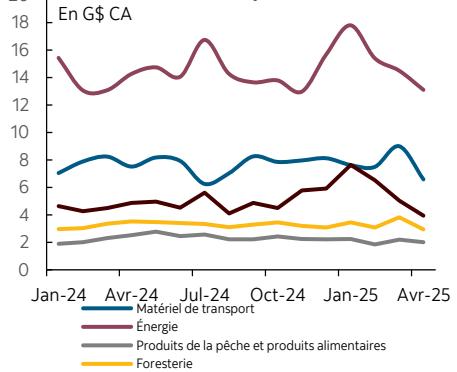
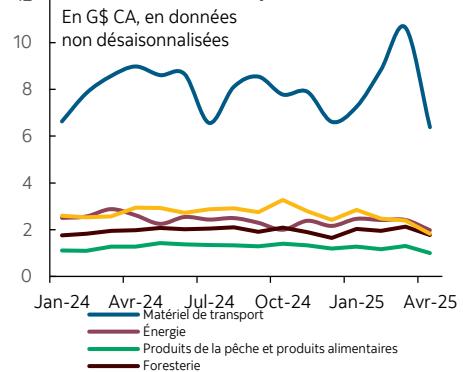
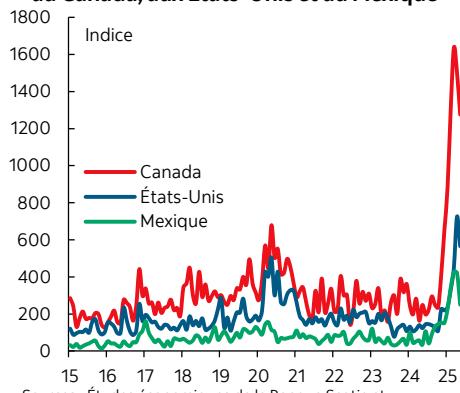
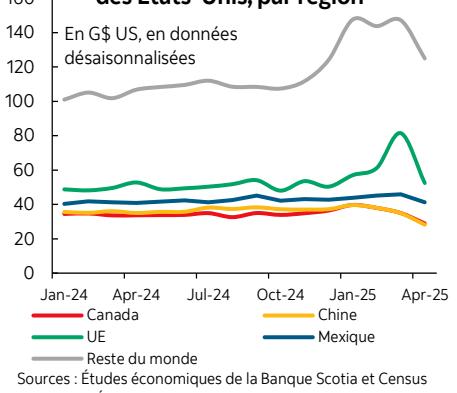
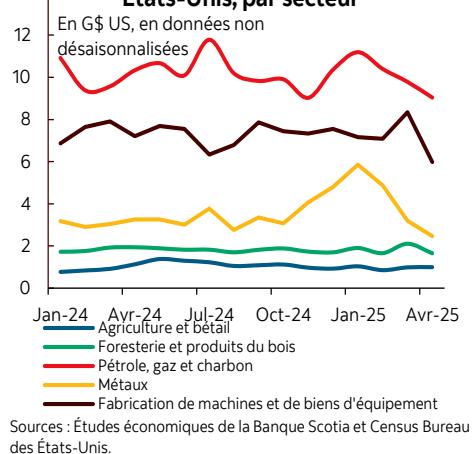


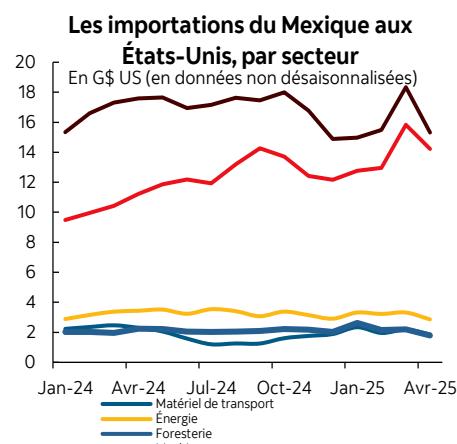
Sources : Études économiques de la Banque Scotia et Statistique Canada.

Les Échos douaniers : Publication mensuelle sur les échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis – Avril 2025

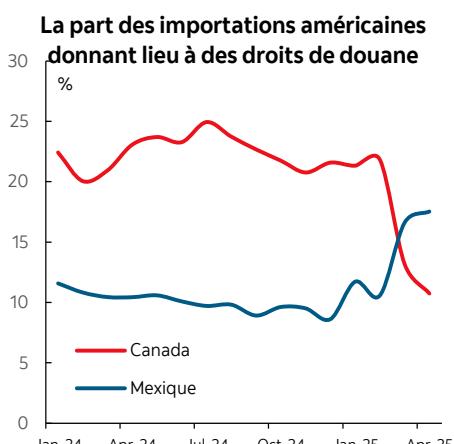
Voici le premier numéro des Échos douaniers. Il s'agit d'une nouvelle infolettre des Études économiques de la Banque Scotia. Ce compte rendu mensuel fait état des mutations du commerce en Amérique du Nord, en mettant en lumière ce que nous constatons dans l'environnement commercial dynamique d'aujourd'hui, en plus de faire état des conséquences de cette mutation pour la croissance à terme.

- Les données d'avril ont fait ressortir le choc des droits de douane, même si les baisses sont probablement attribuables en partie à la fin de l'anticipation des droits de douane américains et aux effets produits sur les taux de change. Les exportations canadiennes ont reculé de 10,8 % en avril, après avoir baissé de 2,2 % en mars. Comme elles l'ont fait en mars, les exportations à destination des États-Unis ont fléchi (-15,7 %), alors que les exportations hors des États-Unis ont progressé (+2,9 %). Les exportations à destination des États-Unis se sont repliées pour l'ensemble des biens, en se ralentissant dans 10 des 11 catégories de produits.
- Pour le Canada, avril a été le premier mois complet dans l'application des droits de douane sur les biens, l'acier et l'aluminium et les voitures non conformes à l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM). Les taux de conformité du Canada à l'ACEUM ont bondi pour s'inscrire à 89 %, alors que le taux de conformité des exportations mexicaines à destination des États-Unis est tombé à 82 %.
- Aux États-Unis, les perspectives commerciales ont été encore moins favorables. Les données du Census Bureau des États-Unis indiquent que les importations américaines ont cédé 16,3 % et que les importations de biens ont flanché de 19,1 % (elles aussi impactées par l'anticipation des droits de douane). Expliquent surtout ces décrochages, les importations de produits pharmaceutiques de métaux finis et de voitures particulières.
- Pour les États-Unis, il faut rappeler que les chiffres d'avril correspondent à un environnement commercial différent. À certains points dans ce mois, le taux tarifaire effectif des importations américaines s'est élevé à 27 %, alors que les importations chinoises ont été soumises à un taux tarifaire de 145 %. Le taux tarifaire effectif actuel sur les importations américaines est de l'ordre de 12 %. Malgré les forts volumes d'exportations, les données sur l'incertitude liée au commerce (qui ont été publiées pour mai) ont fléchi par rapport aux niveaux d'avril, probablement en raison de la réduction des droits douaniers.
- Même si les courants du commerce peuvent en quelque sorte rebondir le mois prochain, les ralentissements pourraient perdurer à cause de la politique et de l'incertitude. Les mesures en place à l'heure actuelle permettent d'éviter les scénarios du pire pour le Canada et le Mexique (même si les répercussions seront toujours considérables). Les exemptions tarifaires pour les pièces détachées et la conformité à l'ACEUM amoindrissent les effets, et ces deux pays se voient imposer actuellement un taux tarifaire effectif de <5 % chacun. Ces niveaux, qui étaient impensablement élevés il y a un an, concordent avec les hypothèses optimistes plus récentes.
- L'optimisme n'est pas seulement une tendance américaine. Les exemptions offertes par le gouvernement du Canada s'appliquent à 30 % environ des biens ciblés par les tarifs importateurs, ce qui réduit l'impact des efforts de riposte à un taux effectif de 1,6 % sur les importations canadiennes. Ces niveaux comportent des risques haussiers pour la croissance si d'autres baisses se produisent et que l'on évite d'intensifier la production nationale.
- L'incertitude reste vive, compte tenu du nombre de variables. La confirmation de l'abrogation des droits de douane imposés en vertu de l'*International Emergency Economic Powers Act* (IEEPA) (qui feraient plonger à 4 % environ les droits de douane effectifs sur les importations américaines et qui feraient baisser à 2 %-2,3 % les taux des exportations canadiennes et mexicaines) pourrait se dérouler de concert avec des hausses ou des extensions (nouvelles) des sanctions tarifaires de l'article 232 comme substituts. L'abrogation des droits de douane serait toujours aussi favorable pour le Canada, même si les droits tarifaires de l'article 232 continuent de s'appliquer, puisque les vents contraires qui soufflent sur la croissance mondiale s'apaisent, ce qui ouvre de meilleures perspectives pour les exportations outre-mer.
- En bref, les données d'avril paraissent représenter une baisse importante; or, elles sont aussi probablement faussées par la fin de l'anticipation à l'heure où les droits douaniers entrent en vigueur. Dans les prochains mois, on continuera de ressentir les effets des droits de douane, et les impacts sur la demande, sur l'inflation, sur l'investissement et sur les dépenses des ménages devraient se préciser, tout autant que leurs incidences pour l'ensemble des perspectives économiques.

Graphique 2**Les exportations canadiennes de marchandises, par région****Graphique 3****Les exportations canadiennes de marchandises à destination de certains pays****Graphique 4****Les importations canadiennes de marchandises, par région****Graphique 5****Les importations canadiennes de marchandises à destination de certains pays****Graphique 6****Les exportations du Canada à destination des États-Unis, par secteur****Graphique 7****Les importations du Canada à destination des États-Unis, par secteur****Graphique 8****L'incertitude de la politique économique au Canada, aux États-Unis et au Mexique****Graphique 9****Les importations de produits de base des États-Unis, par région****Graphique 10****Les importations du Canada aux États-Unis, par secteur**

Graphique 11

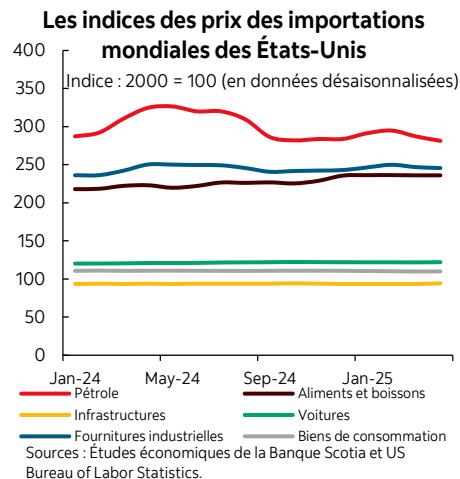
Sources : Études économiques de la Banque Scotia et Census Bureau des États-Unis.

Graphique 12

Sources : Études économiques de la Banque Scotia et Census Bureau des États-Unis.

Graphique 13

Sources : Études économiques de la Banque Scotia et US Bureau of Labor Statistics.

Graphique 14

Sources : Études économiques de la Banque Scotia et US Bureau of Labor Statistics.

Tableau 1 : Canada, États-Unis et Mexique – Exportations et importations de biens (en données non désaisonnalisées)

Pays et courants	Avr. 2025 (millions)	En % sur un mois	En % sur un an	Depuis le début de l'année (millions)
Total des exportations du Canada	60771 CAD	-16.0	-6.0	271982 CAD
Total des importations du Canada	64674 CAD	-10.2	-1.0	261380 CAD
Total des exportations des États-Unis	188593 USD	-1.5	10.2	712441 USD
Total des importations des États-Unis	276086 USD	-19.4	1.9	1224233 USD
Total des exportations du Mexique	54296 USD	-2.2	5.8	203549 USD
Total des importations du Mexique	54384 USD	4.4	-1.2	202540 USD

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Census Bureau des États-Unis, Statistique Canada et Banco de México.

Tableau 2 : Canada – Exportations de marchandises par région (en données désaisonnalisées)

Pays	Avr. 2025 (millions de CAD)	En % sur un mois	En % sur un an	Depuis le début de l'année (millions de CAD)
États-Unis	42168	-15.7	-14.2	204374
Chine	3096	13.8	31.3	11673
Mexique	790	-0.9	-11.8	3117
UE	3295	-8.6	19.1	12881
Royaume-Uni	4136	9.3	53.0	12626
Reste du monde	6952	1.5	-2.6	26256

Sources : Études économiques de la Banque Scotia et Statistique Canada.

Tableau 3 : Canada – Exportations par secteur (en données non désaisonnalisées)

Secteurs	Avr. 2025 (milliers de CAD)	En % sur un mois	En % sur un an	Depuis le début de l'année (milliers de CAD)
Matériel de transport	6597898	-26.7	-12.4	30756237
Produits chimiques et plastiques	2488848	-20.1	-20.4	11492681
Biens de consommation	4605304	-22.6	-10.1	22485289
Produits électroniques et électriques	1434752	-23.8	-6.7	6693847
Énergie	13102168	-9.6	-8.2	60811631
Produits agricoles, de la pêche et	2018440	-8.6	-19.9	8338067
Foresterie	2940242	-23.2	-16.5	13311474
Machinerie	2067790	-37.4	-23.7	11428178
Métaux et produits distincts des métaux	3947255	-21.8	-18.9	23166561

Sources : Études économiques de la Banque Scotia et Statistique Canada.

Tableau 4 : États-Unis – Importations de marchandises par région (en données désaisonnalisées)

Pays	Avr. 2025 (milliers de \$)	En % sur un mois	En % sur un an	Depuis le début de l'année (milliers de \$)
Canada	28951	-17.2	-14.0	141556
Chine	28328	-18.9	-19.2	140886
UE	52466	-35.6	-0.6	252212
Mexique	41258	-10.3	0.7	176311
Reste du monde	124937	-15.1	17.0	563381

Sources : Études économiques de la Banque Scotia et Census Bureau des États-Unis.

Tableau 5 : Droits de douane annoncés

Droits imposés par	Pays impactés	Secteurs impactés	Taux des droits	Date de la dernière modification importante
États-Unis	Tous	Acier et articles en acier	50 %	Le 4 juin 2025
États-Unis	Tous	Aluminium et articles en aluminium	50 %	Le 4 juin 2025
États-Unis	Chine	Toutes les exportations non soumises à la règle de minimis (remplacées par toutes les exportations)	20 %	Le 3 mars 2025
États-Unis	Canada	Toutes les exportations non conformes aux règles d'origine de l'ACEUM	10 % (énergie et potasse); 25 % (autres biens)	Le 7 mars 2025
États-Unis	Mexique	Toutes les exportations non conformes aux règles d'origine de l'ACEUM	25 %	Le 7 mars 2025
États-Unis	Tous sauf CA et MX	Voitures particulières assemblées	25 %	Le 3 avril 2025
États-Unis	CA et MX	Contenu non américain des voitures particulières (exemption des pièces détachées)	25 %	Le 3 avril 2025
États-Unis	Tous sauf CA et MX	Majorité des exportations, sauf l'acier, l'aluminium, les voitures, les semi-conducteurs et les produits électroniques grand public	10 %	Le 8 avril 2025
États-Unis	Canada	Augmentation des droits compensatoires sur le bois d'œuvre résineux canadien	Taux des droits compensatoires moyens aujourd'hui 34,45 %	Le 21 avril 2025
États-Unis	Canada	Augmentation des droits compensatoires sur le bois d'œuvre résineux canadien	Taux des droits compensatoires moyens aujourd'hui 34,45 %	Le 21 avril 2025
États-Unis	Tous sauf CA et MX	Pièces détachées	25 %	Le 3 mai 2025
Canada	États-Unis	Assortiments de produits d'acier, d'aluminium, grand public et alimentaires	25 %	Le 13 mars 2025
Canada	États-Unis	Voitures particulières non conformes à l'ACEUM et contenu américain des voitures particulières conformes à l'ACEUM	25 %	Le 9 avril 2025
Chine	Canada	Certaines exportations agricoles (canola, pois et porc, entre autres)	25 % - 100 %	Le 3 mars 2025
Chine	États-Unis	Toutes les exportations	10 %	Le 11 mai 2025

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Maison-Blanche, gouvernement du Canada et ministère du Commerce de la République populaire de Chine.

Tableau 6a : Canada – Taux effectif des droits douaniers (tarif effectif)**Mesures concourant au tarif effectif**

25 % sur les biens non conformes à l'ACEUM à destination des États-Unis

10 % sur l'énergie et la potasse non conformes à l'ACEUM à destination des États-Unis

50 % sur l'acier et les produits dérivés et sur l'aluminium et les produits dérivés à destination des États-Unis

20 % d'augmentation des droits compensatoires sur les exportations de bois d'œuvre résineux à destination des États-Unis

Tarifs de 25 % – 100 % sur certains produits agricoles exportés à destination de la Chine

Tableau 6b : Canada – Taux effectif des droits douaniers (tarif effectif)

Tarif effectif	%
Tarif effectif actuel sur les exportations mondiales	4.8
Tarif effectif du mois précédent sur les exportations mondiales	3.6
Part des exportations actuellement impactées par les droits de douane	14.3

Sources : Études économiques de la Banque Scotia et WITS.

Tableau 7a : Mexique – Taux effectif des droits douaniers (tarif effectif)**Mesures concourant aux tarifs effectifs**

25 % sur les biens non conformes à l'ACEUM à destination des États-Unis
 50 % sur l'acier et les produits dérivés et sur l'aluminium et les produits dérivés à destination des États-Unis
 25 % sur le contenu non américain des voitures particulières à destination des États-Unis

Tableau 7b : Mexique – Taux effectif des droits douaniers (tarif effectif)

Tarif effectif	%
Tarif effectif actuel sur les exportations mondiales	4.8
Tarif effectif du mois précédent sur les exportations mondiales	3.6
Part des exportations actuellement impactées par les droits de douane	17.2

Sources : Études économiques de la Banque Scotia et WITS.

Tableau 8a : États-Unis – Taux effectif des droits douaniers (tarif effectif)**Mesures concourant au tarif effectif**

25 % sur les biens non conformes à l'ACEUM expédiés depuis le Canada et le Mexique
 10 % sur l'énergie et la potasse non conformes à l'ACEUM expédiées depuis le Canada
 50 % sur l'acier et les produits dérivés et sur l'aluminium et les produits dérivés expédiés depuis d'autres pays
 25 % sur les voitures particulières et les pièces détachées expédiées depuis d'autres pays (sauf le Canada et le Mexique)
 25 % sur le contenu non américain des voitures particulières expédiées depuis le Canada et le Mexique
 20 % d'augmentation des droits compensatoires sur les importations de bois d'œuvre résineux du Canada à destination des États-Unis
 10 % du référentiel sur les exportations depuis d'autres pays
 30 % sur la majorité des importations depuis la Chine

Tableau 8b : États-Unis – Taux effectif des droits douaniers (tarif effectif)

Tarif effectif	%
Tarif effectif actuel sur les exportations depuis d'autres pays	12
Tarif effectif du mois précédent sur les importations depuis d'autres pays	18.9
Part des exportations actuellement impactées par les droits de douane	59.2

Sources : Études économiques de la Banque Scotia et WITS.

Tableau 9 : États-Unis – Droits de douane perçus

Pays/Régions	Avr. 2025 (millions USD)	En % sur un mois	En % sur un an	Depuis le début de l'année (millions USD)
Canada	675	2	1802	1415
Chine	9509	29	174	25812
UE	2072	139	223	4032
Mexique	1717	-5	1479	3752
Reste du monde	5313	130	233	11110

Sources : Études économiques de la Banque Scotia et Census Bureau des États-Unis.

Tableau 10 : Canada – Droits de douane perçus (mars 2025)

Pays/Régions	Mars 2025 (millions CAD)	En % sur un mois	En % sur un an	Depuis le début de l'année (millions CAD)
Monde entier	1044	135	144	2152

Sources : Études économiques de la Banque Scotia et Statistique Canada.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de coches de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont Scotiabank Europe plc; Scotiabank (Ireland) Designated Activity Company; Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Grupo Financiero Scotiabank Inverlat, Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V., Grupo Financiero Scotiabank Inverlat, Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V., de Grupo Financiero Scotiabank Inverlat et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.